Roumanie : Ruée sur les terres agricoles avec la bénédiction de l'Union européenne

11/03/2014 à 6h00

Paradis agricole, la Roumanie est de plus en plus convoitée par les investisseurs étrangers, au risque de voir ses terres arables lui échapper. Attirés par des terres grassement subventionnées par les aides européennes et une main d'œuvre bon marché, de nombreux Européens, mais aussi des Libanais ou des Qataris, s'y sont installés ces dernières années.

Bruxelles nie tout accaparement des terres: la venue des investisseurs étrangers ne serait que la suite logique de l'intégration européenne. C'est bien pourtant une nouvelle forme de spoliation qui s'est mise en place, avec la complicité, au moins tacite, du gouvernement roumain.

> *Avec 10 millions d'hectares de terres arables à bas prix – l'équivalent de la superficie du Portugal ou de la Hongrie – la Roumanie, cinquième surface agricole de l'Union européenne, attire forcément. Notamment les entreprises agro-alimentaires, comme les groupes français Limagrain, Guyomarc'h, Bonduelle, Roquette, Bongrain et Invivo. Ou les fonds d'investissement Agro-Chirnogi (Liban) ou Velcourt SRL (Grande-Bretagne).*

En Roumanie, l'agriculture est faite de paradoxes. La terre roumaine est à la fois la plus riche et la moins chère d'Europe. Elle est noire, grasse, fertile, riche en humus. En 2012, elle s'achetait encore autour de 2.500 euros l'hectare,

contre 5.400 en moyenne en France, ou dix fois plus au Danemark. A l'Ouest du continent, les terres disponibles manquent pour s'installer comme agriculteur ou agrandir les exploitations.
Cet engouement risque de s'accélérer avec la libéralisation du marché foncier, depuis le 1er janvier 2014. Toute personne physique de l'Union européenne et de l'espace économique européen (incluant Islande, Liechtenstein, Norvège) peut désormais acquérir directement des terres agricoles en Roumanie. Il fallait jusqu'à présent être associé à un partenaire local dans le cadre d'une société de droit roumain. Même si elle était prévue depuis l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne en 2007, cette ouverture inquiète aujourd'hui.

Le prix des terres multiplié par trois

Avocate à Paris et à Bucarest, Dana Gruia-Dufaud conseille les Français qui investissent en Roumanie. Elle relativise le changement de législation : « *Les restrictions jusqu'au 31 décembre 2013 n'ont pas empêché de s'installer ceux qui le voulaient* ». Initialement, le gouvernement roumain souhaitait demander aux citoyens étrangers de démontrer une expérience dans l'agriculture et limiter les surfaces achetées à 100 hectares. Mais il a renoncé sous la pression des investisseurs.

L'intérêt pour la Roumanie a fait grimper le prix de l'hectare depuis quelques années. Le prix des terres agricoles a augmenté de près de 60 % entre 2012 et 2014, un hectare atteignant en moyenne 3.100 euros, selon une étude de la compagnie de services immobiliers DTZ Echinox.

Depuis 2007, le prix aurait été multiplié par trois, plaçant l'investissement hors de portée pour la plupart des agriculteurs roumains. « *On pensait qu'en sept ans le pouvoir d'achat roumain aurait suffisamment monté pour rivaliser avec celui des Occidentaux, mais le rattrapage a été insuffisant* »,

constate l'avocate.

« ***Un accaparement légalisé par Bruxelles*** »

A Cluj, une ville au centre de la Roumanie, l'ONG EcoRuralis [1] est la seule à dénoncer l'accaparement des terres. Selon ses calculs, 700 000 à 800 000 hectares, soit 7 à 8 % des terres arables du pays (l'équivalent de la surface de 12 000 fermes françaises environ), seraient déjà aux mains d'investisseurs étrangers. Ceux venus de pays arabes, comme le Qatar, l'Arabie Saoudite et le Liban, ont investi les plaines du sud. Les Européens, Italiens (172 000 ha), Allemands (110 000 ha) et Hongrois (58 000 ha) en tête, ont pris d'assaut l'ouest du pays [2].

« *J'ai étudié l'accaparement des terres en Asie et en Afrique. Les investissements du nord vers le sud sont régulièrement dénoncés, mais pas ceux au sein de l'Union européenne. C'est une sorte d'accaparement légalisé par Bruxelles* », déplore Attila Szocs d'EcoRuralis. L'ONG, qui défend les intérêts des petits producteurs roumains, éprouve de vraies difficultés à se faire entendre. « Nos discussions avec les autorités locales sont limitées car le développement durable que nous promouvons est inconcevable pour eux. Quelques maires nous écoutent, mais la plupart préfèrent les gros investissements ».

Des investissements qui arrangent tout le monde

Autre obstacle de taille : l'incapacité des agriculteurs locaux à se défendre. En Roumanie, la majorité des 4,7 millions de paysans sont âgés, pauvres et sous-informés. Attila s'avouerait presque vaincu. « *Quand on essaie de sensibiliser les paysans dans les villages, la plupart disent qu'ils vont vendre parce qu'ils sont vieux et que leurs enfants ne veulent pas prendre la relève. On leur conseille de louer plutôt que de vendre, mais souvent ils ont besoin d'argent en cash* ». Des dizaines d'intermédiaires sont

apparus. Ils sillonnent les campagnes pour le compte d'investisseurs qui cherchent des hectares de terres agricoles.

« Le plus tragique, c'est qu'il n'y a pas vraiment d'opposition. Tout le monde est content de vendre au final », s'indigne Judith Bouniol. Stagiaire à EcoRuralis en 2012, elle a réalisé la première vraie étude sur l'accaparement des terres en Roumanie [3]. Elle a notamment enquêté sur le cas d'Agro-Chirnogi, une firme installée par deux hommes d'affaires libanais, dans la commune de Chirnogi, au Sud-est du pays. *« Les habitants ont très peu d'informations, à part la propagande des élus locaux, eux-mêmes intoxiqués par le discours des investisseurs »*.

Accaparement et connexions politiques

L'exemple d'Agro Chirnogi est éloquent. La firme est implantée depuis 2002 à Chirnogi. Cette commune de 7 000 habitants comptaient encore 40.000 âmes en 2002. Ici, l'agriculture de subsistance disparait au fur et à mesure du vieillissement de la population. Agro Chirnogi emploie entre 600 et 700 personnes, principalement des saisonniers originaires de la région, sur 11.300 hectares. Soit plus des deux tiers des terres de la commune ! L'entreprise cultive des céréales – blé, maïs, colza, orge, tournesol, luzerne – destinées à l'export vers les pays du Moyen Orient (Liban, Syrie, Égypte).

Les deux actionnaires libanais de la maison mère, El khalil Jihad et Youness Laoun, sont proches de membres du gouvernement et des autorités locales. Agro Chirnogi a notamment financé la campagne électorale d'Adrian Năstase, Premier ministre de 2000 à 2004, condamné depuis à 4 ans de prison ferme pour corruption, et celle de Vasile Checiu, ancien maire de Chirnogi. Ils sont accusés d'être au cœur d'une affaire d'évasion fiscale, de contrebande et de blanchiment d'argent, par la Direction d'investigation des infractions de criminalité organisée et de terrorisme

(DIICOT).

Les habitants de Chirnogi subissent des nuisances quotidiennes : bruit des silos, poussières de maïs qui rendent l'air irrespirable et machines agricoles qui circulent dans la commune. Sans compter l'impact sur les écosystèmes de l'utilisation d'engrais minéraux, de pesticides et de fongicides par Agro Chirnogi.

L'attitude ambiguë des pouvoirs publics

Raluca Dan, 27 ans, militante au sein de l'association Re-generation, cherche à sensibiliser l'opinion publique. Son groupe d'activistes organise régulièrement tractages et manifestations à Bucarest. « *Les gens comprennent doucement qu'ils ont le droit de se défendre. Mais les paysans se disent : "si le maire dit que c'est bien, pourquoi j'essaierais de changer les choses ?"* ».

Les investisseurs étrangers se concentrent sur la production de céréales (blé, maïs, orge, colza, tournesol), exportées dans l'Union européenne. Et sur la production animale, de volaille et de porc, pour les marchés locaux, comme l'Américain Smithfield, qui avait été mis en cause dans un scandale sanitaire au Mexique et plusieurs fois condamnés aux États-Unis.

Les investisseurs fournissent du travail aux populations locales dans des conditions relativement décentes pour la Roumanie. Mais avec un salaire minimum de 180 euros et salaire moyen 400 euros, les investisseurs sont aussi attirés par cette main d'œuvre roumaine à bas coût.

Cet accaparement a plutôt pour effet de freiner un exode rural massif déjà en cours, faute de trouver du travail dans les campagnes. Ce qui explique aussi l'attitude ambiguë du gouvernement. Régulièrement, les autorités expriment leur inquiétude dans la presse, sur le thème « *il ne faut pas vendre le pays* ».

« *Un message populiste* », juge Attila Szocs d'Eco-Ruralis. Le service de presse du ministre de l'Agriculture Daniel Constantin assure que « *le gouvernement roumain se soucie en permanence de développer les investissements dans l'agriculture, car celle-ci fournit des emplois dans le milieu rural, et ce quels que soient les investisseurs* ».

Une agriculture à deux vitesses

« *Le gouvernement est en train de laisser les paysans mourir* », tranche Raluca Dan. C'est là l'autre paradoxe de la Roumanie. Le pays compte à la fois les plus petites et les plus grandes exploitations d'Europe. L'agriculture de subsistance sur un ou deux hectares cohabite avec des complexes agro-industriels gigantesques, pouvant aller jusqu'à 50 000 hectares [4].

Entre les deux, le choix du gouvernement est clair. Dans son programme de gouvernement 2013-2016, le Premier ministre Victor Ponta indique que l'agriculture roumaine doit « *augmenter sa compétitivité afin de faire face à la concurrence sur les marchés européens et internationaux* » et prendre « *des mesures qui conduiront à la fusion des terres et à la réduction du nombre de fermes et d'exploitations* ». Aujourd'hui, la Roumanie compte près de quatre millions de fermes (contre 500 000 en France), d'une surface moyenne de 3,5 hectares (54 ha en France) [5].

Cette dualité dans l'agriculture se traduit concrètement par une répartition très inégalitaire des aides européennes. La moitié des subventions de la Politique agricole commune (PAC) destinées à la Roumanie profitent à 1 % des agriculteurs du pays, exploitant des fermes de plus de 500 hectares ! Une distorsion que le commissaire européen à l'Agriculture, le Roumain Dacian Ciolos, a essayé d'atténuer dans la nouvelle PAC 2014-2020 avec un plafonnement des aides. Sans succès.

Les subventions à l'hectare rendent le pays encore plus

intéressant pour les investisseurs étrangers. Un terrain loué 100 euros l'hectare à un propriétaire roumain rapporte 160 euros d'aides à l'exploitant, avant même qu'il ait commencé à produire. La nouvelle Politique agricole commune prévoit désormais une compensation pour inciter les propriétaires de fermes et de terres agricoles non exploitées à vendre ou à louer.

Objectif: exploiter la terre intensivement et adosser la croissance du pays à celle de l'agriculture, un secteur qui pèse 8 à 10 % dans le PIB roumain. Mais tous les éléments sont en place pour que l'accaparement des terres roumaines au profit d'investisseurs étrangers s'aggrave lourdement dans les prochaines années.

Basta Mag

Notes

[1] Eco-Ruralis est membre de la coordination européenne Via Campesina et du mouvement Arc2020 qui prône une PAC verte et sociale.

[2] Source : ministère roumain de l'Agriculture, 2012.
[3] Son travail a été traduit en anglais et incorporé dans une étude à l'échelle européenne.
[4] La transition entre agriculture traditionnelle et agriculture industrielle a été étudiée par Elisabeth Crupi, Lauranne Debatty, Thomas Deschamps et Jean-Baptiste Lemaire.
[5] Source : Eurostat, 2010.